

## **CONTRÔLE OUVRIER, DIRIGISME ET SOCIALISME: LES MAÎTRES-MOTS...**

Ce sont ceux que l'on retrouve enfin dans la «*Révolution Prolétarienne*» de mai 1960 et dans deux articles simultanément: l'un des deux, non signé «*Réflexions sur la Société Démocratique Socialiste et Coopérative*», l'autre de Robert Louzon, distinguant de l'expérience russe, celle de la Chine et celle de la Yougoslavie.

Le premier article écrit à propos de la doctrine de Nasser s'attache à montrer que la prise de pouvoir ne règle rien de fondamental dans les rapports de classes et qu'il n'est point de socialisme sans participation et responsabilité des ouvriers et des paysans eux-mêmes, point de société démocratique sans libre fonctionnement d'organisations composée de Volontaires: coopératives, syndicats, associations culturelles, presse indépendante.

C'est la notion même de cohabitation de la responsabilité et de la liberté concrétisée par la cohabitation d'organisations différentes et autonomes. C'est à cette notion d'unité dans la diversité que nous devons recourir pour juger d'autre part de l'importance exacte de l'article de Robert Louzon et de l'espoir qu'il peut susciter dans nos cœurs de vieux chevaux qui ne peuvent entendre certains maîtres mots sans avoir envie de se remettre à galoper, à l'instar de ces chevaux de cirque réformés que la musique fait encore danser entre les brancards de leurs fiacres.

Mais pour juger de cette importance il faudrait d'abord obtenir de Robert Louzon, qui nous a déjà annoncé la fin des camps russes, un supplément d'information.

L'espoir peut être le plus grand des traîtres. Mieux vaut la plus désastreuse des certitudes. A partir d'elle on peut construire quelque chose. Un espoir vain peut faire passer l'occasion d'amorcer une reconstruction. L'espérance est sans doute une vertu chrétienne, elle n'est pas une vertu syndicaliste.

Ce qu'il importe donc de savoir c'est si, effectivement, comme Louzon le dit, rien n'est encore décidé en Chine, sur la tendance la plus probable des Communes, et si, en Yougoslavie, rien non plus ne l'est encore sur celle des Conseils ouvriers. Ce qu'il importe de savoir c'est si, dans l'un et l'autre cas, les organismes considérés sont bien ceux désignés habituellement par les *Maîtres mots* de toute la tradition ouvrière. Ne portent-ils pas des étiquettes mensongères et peuvent-ils effectivement évoluer aussi bien dans le sens de libres organismes d'administration d'une Société sans classe que dans celui de simples organismes d'exécution du capitalisme d'Etat.

Ce qui importe de savoir enfin, c'est si la structure de ces organismes est telle qu'on peut indifféremment les faire évoluer dans une de ces directions ou dans l'autre. Nous devons donc nous demander si leur structure est telle que leurs rouages peuvent vraiment s'équilibrer les uns les autres au gré de la volonté humaine et se neutraliser les uns les autres de telle façon que la seule expression de la volonté humaine y reste déterminante.

Quand Louzon nous aura appris tout cela, alors et seulement alors, nous pourrons savoir si le socialisme chinois et le socialisme yougoslave, donc si le socialisme tout court, ne relèvent plus pour avancer que d'une question de courage humain, exprimé en l'occurrence par le truchement du courage ouvrier, en Chine et en Yougoslavie.

Nous retrouvons enfin, ainsi posés en termes clairs, les problèmes permanents du dirigisme, du contrôle ouvrier et du socialisme: les *Maîtres Mots*.

## **SEPARATION DES POUVOIRS:**

Dans le fonctionnement du communisme chinois ou dans celui des conseils ouvriers existe-t-il sur le plan économique ce que nous appellerions dans une démocratie bourgeoise *«la séparation des pouvoirs»*?

Si les organismes de gestion économique et ceux de défense ouvrière se confondent en un seul type d'organismes, si les mêmes conseils ouvriers détiennent ces attributions opposées, s'ils sont par exemple chargés à la fois d'accélérer les cadences de travail et de les ralentir, s'ils sont l'accélérateur et le frein en même temps, il y a toutes les chances, en effet, pour que n'importe quel courage vienne se briser sur la seule muraille des difficultés gestionnaires. Il y a même beaucoup de chances pour que la plus courageuse des minorités élues, justement par conscience et courage, en participant à un comité gestionnaire, soit amenée rapidement à aider les tendances centralisatrices et à faire passer les nécessités gestionnaires avant les intérêts ouvriers immédiats comme le pain quotidien.

Pour qu'il en soit autrement, il faudrait que les organisations syndicales de base conçues pour la défense et la revendication ouvrière conservent leur indépendance justement par rapport aux conseils ouvriers de gestion et pour cela encore, que les uns comme les autres possèdent des moyens concurrentiels pour affirmer leur puissance réciproque. Il faut que d'une façon ou d'une autre, les intérêts ouvriers revendicatifs: loisirs, salaires, cadences, et les intérêts gestionnaires ouvriers: vie des entreprises, production, puissent s'affirmer de façon contradictoire, s'équilibrer, s'arbitrer ou se combattre. Le non cumul des mandats, là plus encore que dans les rapports entre syndicats et partis du monde démocratique bourgeois doit être le premier principe de base, la première des garanties exigibles et la plus élémentaire.

Un autre aspect du problème, qui pourrait bien être son aspect fondamental est celui du degré de possibilité d'existence de libres organisations et d'une libre expression dans une économie planifiée. Il faudrait savoir si le plan yougoslave se borne à une orientation souple coordonnant seulement des programmes d'équipements, d'accumulations et d'approvisionnements à long terme, en laissant un large secteur libre oxygéner parallèlement des entreprises autonomes ainsi qu'un secteur de libre échange et de libre consommation. On serait étonné d'ailleurs que Louzon ait complètement négligé ces bases fondamentales d'information sur le degré de liberté dont il pense bien comme nous qu'il est fonction d'un substrat économique précis.

Dans le cadre nécessairement très restreint d'un article comme le mien, il faut enfin se demander si la marche à l'émancipation ouvrière passe forcément, comme il est rituel de l'admettre sans discussion, par le stade de la gestion ouvrière ou, tout au moins, si elle passe forcément d'abord par ce stade-là.

Louzon distingue à juste titre deux grands courants permanents dans le mouvement ouvrier: celui de la technocratie capitaliste d'Etat, celui de l'Association ouvrière collectiviste libertaire.

## **COURANT GESTIONNAIRE OU REVENDICATIF:**

Ne serait-il pas plus précis, plus juste et plus actuel de distinguer un courant gestionnaire et un courant revendicatif?

Bien entendu il y a entre l'économie yougoslave et celle du régime capitaliste une différence de caractère qui vient modifier les données du problème. La propriété des moyens de production change de mains. Cependant on est en droit de se demander si les mises en garde de Paul Barton, de Harmel, du P.U.M.S.U.D., sur la propension à souhaiter trop hâtivement la gestion syndicaliste, quoique déterminées par des considérants différents! ne seraient pas également valables pour la période de transition entre le capitalisme même vaincu et le socialisme libertaire. Si l'on en croit ce que contiennent de commun ces mises en garde de diverses origines, le contrôle ouvrier revendicatif doit demeurer le premier des objectifs par opposition à la gestion technique. Il faut assurer solidement cette possibilité face à n'importe quel organisme technique de gestion, fut-il l' élu de la classe ouvrière. C'est la meilleure manière d'assurer les bases d'une véritable transformation sociale dans le sens de l'association ouvrière.

Louzon dans une autre étude rappelait que le vrai chemin n'était pas d'instaurer d'abord une bureaucratie socialiste pour la déboulonner ensuite ou rêver qu'elle va dépérir naturellement. La confusion des pouvoirs et des attributions est la meilleure manière d'instaurer celui de cette bureaucratie.

## **SYNDICALISME INDEPENDANT:**

C'est pour l'instauration d'un syndicalisme revendicatif indépendant des conseils ouvriers eux-mêmes que devrait œuvrer le courage ouvrier en Yougoslavie, et non pour intégrer des listes de candidats concurrentiels dans les organismes de gestion. Par ce processus il donnerait aux conseils ouvriers leur véritable caractère et leur véritables possibilités progressistes. Par ce processus, il pourrait même arriver à intégrer effectivement des candidats oppositionnels ou tout au moins libres, appuyés sur le syndicalisme et qui joueraient d'abord un rôle exclusif de contrôle. Par ce processus enfin il ouvrirait la possibilité dans les meilleures conditions d'efficacité de candidatures entièrement indépendantes, même par rapport au syndicat, aux élections aux conseils ouvriers.

Mais un tel processus est-il concevable en Yougoslavie même pour le courage ouvrier?

Nous devons chercher ardemment à le savoir. Nous devons confronter les études que nous ferons au cours de cette recherche, sans oublier critiques et suggestions, avec celles des mouvements ouvriers d'opinions qui se manifestent par réflexes sporadiques mais concrets dans notre propre pays: «Etudes du P.U.M. S.U.D., d'organismes locaux comme le G.I.E.C.O. (groupe intersyndical d'études et de culture ouvrière du département de la Loire), plan pour un socialisme démocratique, de la minorité C.F.T.C., repris par sa confédération, programme pour une nationalisation démocratique de l'enseignement, de la F.E.N. et du S.N.I., manifeste des syndicalistes révolutionnaires. Enquêtes sur la pratique du socialisme libertaire, etc...

Cette confrontation portant sur les *Maîtres mots* des problèmes ouvriers est, dans nos possibilités actuelles, notre véritable contribution de solidarité au socialisme yougoslave ou plutôt au socialisme tout court.

P.S. - Cet article a été envoyé à la «*Revue de Politique internationale*» d'origine yougoslave.

**Jean DUPERRAY.**

-----